

Démédiaser, déjudiciariser et dépolitiser



SALAH BASALAMAH

est professeur agrégé à l'École de traduction et d'interprétation de l'Université d'Ottawa et membre fondateur de Présence Musulmane. Ses intérêts de recherche comprennent, entre autres, la philosophie de la traduction, la communication interculturelle, les musulmans occidentaux ainsi que les défis des diverses formes du religieux dans l'espace public.

Si l'on connaît les avantages du recours aux médias pour exprimer les opinions dans l'espace public, ils trouvent cependant leurs limites dans la faveur qu'on y découvre pour les discours polarisateurs et dans la distribution inégalitaire de la parole. Or comment favoriser le dialogue et

l'harmonisation sociale en dehors de nos médias « impartiaux », de nos tribunaux engorgés et des récupérations politiciennes ?

À l'heure de la blogosphère et des réseaux de l'information globale, le temps est à une emprise plus directe des acteurs sociaux citoyens sur la communication, l'échange et la traduction mutuelle des opinions, des différences et des cadres de références multiples dans une société essentiellement définie par son hétérogénéité. En deçà des médias de proximité contraints de partager la même logique marchande des plus dominants, c'est aux citoyens qu'il revient de prendre en charge la circulation des efforts d'intercompréhension. En amont des accommodements, il est de leur prérogative d'entendre et de faire entendre la diversité par leurs voix plurielles et disséminées.

Pour « déjudiciariser la pratique d'accommodement raisonnable », le rapport Bouchard-Taylor (CBT) avait notamment proposé l'alternative de « la voie citoyenne » favorisant ainsi la « culture du compromis », « les accords facultatifs » et les « ajustements concertés » (p. 65). Or cette voie n'a été conçue, dans ce rapport, que sous la forme d'un « règlement à l'amiable » des conflits ponctuels entre des individus. Ce qu'il faudrait en complément,

c'est un espace de prévention et de formation à plus grande échelle. Concrètement, il s'agira de créer, de manière systématique mais indépendante de l'État, une sorte d'*agora citoyenne* organisée simultanément partout au Québec, en partant des quartiers, des municipalités, des régions et ainsi de suite par délégation jusqu'à la province. Dans ce forum public, et autrement que dans la CBT où on devait s'adresser qu'aux seuls commissaires, les citoyens seront appelés à *se parler directement* et à mettre périodiquement sur la table des « questions qui fâchent », des problèmes épineux et des demandes d'explication relatives aux différences culturelles dans le cadre d'un projet social commun à la fois global et inclusif. Ainsi, et grâce à l'intervention de modérateurs soigneusement choisis pour le capital symbolique qu'ils possèdent, on favorisera non seulement un rapport immédiat de respect et d'acceptation mutuelle des citoyens et de leurs diversités, mais également un apprentissage humanisé des différences culturelles et de la participation sociale.

Dès lors qu'un mouvement citoyen de base est enclenché – à l'instar d'une certaine forme de syndicalisme – le politique n'est plus le seul organe de représentation constitué dans l'espace public. De cette façon, on pare à la fois à

la démobilité des citoyens qui accusent un déficit de confiance en la classe politique actuelle, ainsi qu'aux manipulations politiciennes (comme on en voit dans nombre de pays d'Europe) qui prennent par trop souvent les groupes culturels et religieux pour les boucs émissaires de leurs campagnes électorales populistes. Nourri par ce qui définit le fonctionnement même d'une démocratie, le gouvernement ne pourra plus fuir ses responsabilités à l'écoute des citoyens réclamant désormais la proclamation d'une nouvelle identité inclusive pour le Québec.

Plus qu'une charte de la laïcité et mieux qu'un livre blanc, une *agora citoyenne* indépendante de l'État, loin des médias et des tribunaux constitue l'ancrage direct des citoyens dans les principes universels de liberté, d'égalité et de solidarité sur le terrain social ainsi que l'expression de la confiance dans la capacité déjà démontrée des Québécois à se parler encore là où d'autres le refusent tout bonnement.

Un des fondements de la philosophie du syndicalisme n'est-il pas le refus d'être déçu par toute autorité ou pouvoir qui n'est plus en mesure de faire entendre la diversité des voix du peuple et d'en prendre le relais pour servir directement les intérêts du plus grand nombre ?

Perspectives CSN

Perspectives CSN est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux.

514 598-2131

Publié quatre fois par année, il est tiré à 28 600 exemplaires et distribué gratuitement à tous les syndicats de la CSN.

Coordination

Jacqueline Rodrigue
jacqueline.rodrigue@csn.qc.ca

Adjointe à la coordination

Lyne Beaulieu

Rédaction

Benoit Aubry, Luc Bessette, Mathieu Boivin, Félix Cauchy-Charest, Roger Deslauriers, Valérie Dufour, Michelle Filteau, Louis-Serge Houle, Thérèse Jean, Jean-Pierre Larche, Jacques Létourneau, Jessica Nadeau, Denise Proulx, Mario Raymond, Michel Rioux, Jacqueline Rodrigue, Constance Roussy, Marie-Reine Roy, Marilou Séguin, Lyle Stewart

Correction d'épreuves

Lyne Beaulieu, Claire Trencia

Conception graphique

Jean Gladu et Sophie Marcoux

Soutien technique

Carole Archambault

Photographie

Alain Chagnon, Archives CSN, Michel Giroux, Olivier Jean, Paul Labelle, Luc Laforce, Louise Leblanc, Chantal Poirier, Presse canadienne

Illustration

Reno

Impression

Imprimerie Gibraltar

Distribution

Module de distribution de la CSN

Pour modifier le nombre d'exemplaires reçus

514 598-2233
ISSN : 1705-6527
Dépôt légal - Bibliothèque et archives nationales du Québec, 2010
Dépôt légal - Bibliothèque et archives Canada, 2010
Envoi de poste publication
n° de convention : 40064900
Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada à :
CSN, 1601, avenue De Lorimier
Montréal (Québec) H2K 4M5